

On pourrait définir une région comme un endroit où il y a un sentiment d'appartenance, où se retrouvent les mêmes problèmes sociaux et économiques.

Les conseillers de comté, parce que ce sont des élus du peuple, prendront démocratiquement en main l'avenir de leur territoire, de leur région, et les spécialistes mis à leur disposition par les autorités supérieures, tant du gouvernement fédéral que du gouvernement provincial, pourront aider à la mise en vigueur des projets à l'étude. Au lieu d'être témoins de cette lutte stérile et constante qui existe à travers le monde, entre les milieux ruraux et les milieux urbains, ce qui n'est pas un phénomène unique au Canada, nous connaissons un avenir plus prometteur.

On sait bien que le phénomène d'urbanisation prend des proportions grandissantes et que les municipalités rurales laissées à elles-mêmes ne peuvent se développer harmonieusement et aider leurs citoyens.

Et j'en viens à la question qu'on pose souvent, celle de la polarisation versus le saupoudrage qui est un phénomène extrêmement complexe. Chacun convient qu'une petite municipalité, sans les outils nécessaires, sans l'infrastructure de base pour favoriser le développement industriel, ne peut aspirer à ce développement industriel.

Cependant, si l'on ne désigne que certaines municipalités, on crée alors un sentiment de désespoir, de frustration, chez toutes les autres municipalités qui ne seront pas désignées. Un compromis est cependant possible: nous devons établir des critères pour favoriser la création d'infrastructures industrielles pour les municipalités qui accepteront de se regrouper et qui pourront ensemble, grâce à ce regroupement, avoir la force et la stature nécessaires pour s'occuper de la création de parcs industriels, obtenir les sources d'énergie et de communication qu'il faut à leur épanouissement, moderniser, en somme, leurs cadres, face à leur vocation d'aujourd'hui, et encourager, par des investissements, l'industrie à s'y établir et à rétablir l'équilibre économique dans notre pays. Il s'agit là d'un phénomène extrêmement important.

On me pardonnera sans doute de donner en exemple un milieu que je connais mieux. On reproche aux gens de parler d'eux-mêmes, pourtant c'est bien ce qu'ils connaissent le mieux. Je me référerai au travail de planification qui a été fait dans le territoire de la vallée du Saint-Laurent et de la Gaspésie, connu plus souvent sous le nom du BAEQ.

Les spécialistes de l'aménagement, qui ont œuvré pendant quatre ans dans ce territoire, en sont venus à suggérer le regroupement de nos ressources et des terres dans les dix comtés provinciaux du Bas du fleuve. Sur 10,000

terres, on préconise d'en garder 1,500, libérant ainsi 8,500 cultivateurs mariés ayant en moyenne cinq enfants. Ainsi, environ 50,000 personnes se désintéresseraient d'un domaine traditionnel qu'ils connaissent bien, savoir l'agriculture, et inonderaient le marché du travail.

Les spécialistes préconisent que le nombre des beurreries ou des usines à lait—il en existe 26 actuellement—devrait être réduit à trois établissements modernes. Quant aux 110 scieries,—il y en a 110—on suggère d'en conserver 25 et de fermer aux dépens de l'État toutes celles où quatre millions de pieds de bois ou moins sont coupés.

Il va de soi que si l'on ne faisait qu'appliquer ce programme, on libérerait environ 100,000 personnes sur 300,000 du territoire et on aggraverait la situation des 200,000 qui resteraient. On aboutirait peut-être à un appauvrissement massif de toute la région du territoire-pilote.

Alors, il n'existe aucune solution véritable à ce grave problème, à moins que, parallèlement à la création d'unités plus rentables de terres, d'usines laitières, de scieries et d'autres entreprises, on fasse en sorte d'assurer une industrialisation poussée. Autrement, autant vaudrait peupler la grande ville de toutes ces personnes déplacées.

Il n'y aura d'ailleurs aucune participation valable de la population, à moins que des gouvernements régionaux comme ceux auxquels je faisais allusion tout à l'heure soient en mesure de prendre en main la destinée de leur région. Au fait, ils ne sont pas plus bêtes que les autres et sont capables de prendre des décisions énergiques et valables. C'est Bossuet qui disait: Dans le peuple, le gros bon sens. Ceux qui le possèdent, ce gros bon sens, ont donné de nombreuses preuves de leur énergie. Ils ont travaillé bénévolement, pendant de nombreuses années, à l'aménagement de leur territoire, en vue d'amener les autorités supérieures à reconnaître leurs problèmes et de prendre en main leur propre destinée.

La planification n'est pas une chose facile. Je pourrais peut-être m'aventurer à jouer au poète et dire:

«Chacun parle de la planification,
Bien fou qui s'y repose;
Rien n'est plus commun que le nom,
Rien n'est plus rare que la chose».

Je crois cependant qu'on n'a pas lieu d'être aussi pessimiste.

Il est vrai que les gouvernements ont eu l'habitude davantage de suivre les événements plutôt que de les précéder. On allait, par le fait même, d'urgence en urgence, et les régions défavorisées restaient sans cesse aux prises avec leurs problèmes. Ces citoyens étaient ce qu'on appelle les gens sans voix ou la voix qui crie dans le désert.